



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,  
de la Coordination et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
portant changement d'exploitant au profit de la  
Société Compagnie Commerciale de Manutention Pétrolière (CCMP)  
de l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'un dépôt pétrolier à statut SEVESO Seuil bas, « Dépôt  
Sud », sis 106, avenue Yves Farge, ZI des Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps.**

**DECAT/BE n° 21479**

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu :**

- le Code de l'Environnement, et notamment l'article R.181-47 ;
- le Code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L.243-1 ;
- la nomenclature des installations classées ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Thomas CAMPEAUX en qualité de préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté préfectoral n° 14 105 du 08 octobre 1993 autorisant la Société des STOCKAGES de l'OUEST à poursuivre l'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures liquides, en zone industrielle des Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;
- l'arrêté préfectoral n° 14 252 du 03 mai 1994 avec prescriptions techniques relatif à la surveillance des eaux de rejet et des eaux souterraines ;
- l'arrêté préfectoral n° 14 686 du 27 janvier 1997 modifiant l'article 2 de l'AP du 8 octobre 1993 ;
- l'arrêté préfectoral n° 17 860 du 17 mars 2006 apportant des prescriptions complémentaires ;
- l'arrêté préfectoral n° 18 505 du 19 janvier 2009 apportant des prescriptions complémentaires suite à l'étude de danger révisée de septembre 2008 ;
- le récépissé de déclaration n° 21 051 du 3 juin 2021 de changement de dénomination sociale de Groupement Pétrolier de saint-Pierre-des-Corps (GPSPC) à Dépôt Pétrolier de saint-Pierre-des-Corps (DPSPC) ;
- le courrier de déclaration de changement d'exploitant du 16 septembre 2025 adressé à la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- le rapport et les propositions en date du 17 novembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

- le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 25 novembre 2025 ;
- le courrier du 9 décembre 2025 par lequel l'exploitant a fait savoir qu'il n'avait pas d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral transmis ;

**Considérant ce qui suit :**

- la demande en date du 16 septembre 2025 de la société Compagnie Commerciale de Manutention Pétrolière (CCMP) comporte l'ensemble des documents et justificatifs prévus à l'article R.516-1 du Code de l'environnement permettant d'autoriser le changement d'exploitant ;
- la société Compagnie Commerciale de Manutention Pétrolière (CCMP) dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter ce dépôt pétrolier et assumer l'ensemble des exigences susceptibles de découler du fonctionnement, de la cessation éventuelle de l'exploitation et de la remise en état du site au regard, des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- il convient d'autoriser le changement d'exploitant dans les formes prévues à l'article R. 181-47 du Code de l'environnement ;

**Sur proposition de** madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

L'arrêté préfectoral n° 14 105 du 08 octobre 1993 est transféré à la société Compagnie Commerciale de Manutention Pétrolière - CCMP (Groupe NOVEN), dont le siège social est situé 1, boulevard Malesherbes - 75008 Paris, qui assumera dorénavant les droits et obligations attachés à cette autorisation.

La société CCMP est tenue de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 14 105 du 08 octobre 1993 ainsi que les autres arrêtés préfectoraux complémentaires susvisés pris postérieurement à cette autorisation ;

**ARTICLE 2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS.

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts

mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet d'Indre-et-Loire – Direction de l'Environnement, de la Coordination et de l'Appui Territorial – 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la Transition Écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature– direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans – 28, rue de la Bretonnerie 45 057 Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **ARTICLE 3 : PUBLICITÉ :**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de la commune de SAINT-PIERRE-DES-CORPS et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies de la commune de SAINT-PIERRE-DES-CORPS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre et Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 4 : EXÉCUTION :**

Madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et monsieur le maire de la commune de SAINT-PIERRE-DES-CORPS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société CCMP par lettre recommandée avec accusé de réception.

TOURS, le 30/12/2025

Pour le Préfet et par délégation,  
le directeur de cabinet



Pierre-Ange SAVELLI

